

ⵜⴰⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⵎⴰⴷⵓⴷⴰ
ⵉⵎⵓⵔⵉⵙ ⵉⵎⵓⵔⵉⵙ
ⵉⵎⵓⵔⵉⵙ ⵉⵎⵓⵔⵉⵙ



المملكة المغربية
المعهد الملكي
للثقافة الأمازيغية

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° 5/2023

MAINTENANCE ET REPARATION DU RESEAU PASSIF
CABLAGE CUIVRE ET FIBRE OPTIQUE
DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

شارع علال الفاسي، مدينة العرفان، حي الرياض، ص. ب. 2055، الرباط. الهاتف : 037 27 84 00/01/02/03/04/05/06/07/08/09 - الفاكس : 037 68 05 30
Avenue Allal El Fassi, Madinat Al Irfane, Hay Ryad, B. P. 2055 - Rabat. Tél. : 037 27 84 00 à 09 - Fax : 037 68 05 30

Article 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la maintenance et réparation du réseau passif du câblage cuivre et fibre optique de l'Institut Royal de la Culture Amazighe en lot unique.

Article 2 : MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 et de l'alinéa 2 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement n° 2524 fixant les conditions et formes de passation des marchés de l'Institut Royal de la Culture Amazighe ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Article 3 : ETENDUE DES PRESTATIONS

Le prestataire est tenu de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel et des installations ci-après :

- Onze (11) Armoires (panneaux de brassage, tiroirs optiques, câblage, cordons de brassage, jarretière) ;
- Câblage : câbles entre les armoires et les prises murales ;
- Prises murales RJ45.

NB. Tout nouveau besoin de câblage et de prises est à la charge du prestataire.

Article 4 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PERESTATIONS

1) Maintenance préventive

- L'entretien préventif sera exécuté par le prestataire selon le planning convenu d'un commun accord à raison d'une visite par trimestre.
- La maintenance préventive doit comprendre :
 - le test et vérification du câblage objet du contrat : câbles, prises et panneaux de brassages, ... ;
 - le nettoyage extérieur, le dépoussiérage intérieur des armoires, dérouillage en utilisant des produits appropriés ;
 - Remplacement de toutes les pièces présentant des signes de fatigue et pouvant provoquer une panne d'un équipement concerné.
 - Etiquetage des prises des locaux (les étiquettes sont à la charge du prestataire).
- L'entretien préventif sera exécuté par le prestataire selon le jour et l'horaire convenu d'un commun accord. Il sera sanctionné par un rapport d'exécution détaillant les actions réalisées et les constats de dysfonctionnement éventuels.

2) Maintenance corrective

- La maintenance corrective concerne les équipements matériels. Elle comprend les services suivants :
- l'exécution de toutes les opérations de réparation, de remplacement et de mise au point nécessaires de toutes les installations passives pour assurer le bon fonctionnement des équipements ;
- toutes les pièces de rechange seront à la charge du prestataire ;
- le prestataire s'engage en cas d'immobilisation dépassant 24 heures à mettre à la disposition du Maître d'ouvrage un matériel de remplacement, qui possède au

minimum les mêmes performances et équivalent au niveau de toutes les fonctionnalités de l'équipement défectueux.

- Le prestataire prendra en charge l'équipement défectueux y compris câblage et main d'œuvre.
- Réorganisation et étiquetage des armoires des réseaux téléphonique et informatique.
- Elaboration de schémas en cas de modification de l'architecture.
- Mise à niveau de 5 tiroirs optiques ST vers LC

A la fin de chaque intervention (maintenance préventive et/ou corrective), le prestataire doit établir une fiche d'intervention portant sur les opérations de réparation effectuées. Cette fiche doit comporter en outre les informations suivantes :

- numéro et date de l'ouverture de l'appel ;
- entité ou utilisateur concerné ;
- matériel concerné ;
- description de la panne ;
- état de l'appel et une description de l'intervention.

Article 5 : MOYENS DE COMMUNICATIONS

Le prestataire doit fournir un point de contact unique pour tous les appels et requêtes. A cette fin, il doit mettre à la disposition du client plusieurs moyens d'accès et de communication. Ces différents moyens sont comme suit :

- Le téléphone : comme moyens principal pendant les heures de travail et avec un nombre suffisant de téléopérateurs et de lignes pour faire face aux éventuelles surcharges d'appels.
- E-mail : avec une adresse électronique unique ;
- Eventuellement un répondeur automatique avec possibilité d'enregistrement et/ou aiguille vers d'autres moyens.

Article 6 : MODALITES ET DISPONIBILITE DU SERVICE

Délai d'intervention

Le délai d'intervention, à compter de la date et l'heure de réception de la déclaration, ne doit pas dépasser 4 heures majeure du délai de route sans dépasser 24 heures.

La déclaration de la panne (l'incident) sera faite par l'IRCAM par l'un des moyens de communication cité à l'article 4 précité.

Délai de réparation

Au bout d'une assistance à distance non concluante, l'intervention doit s'opérer sur les lieux. Le délai de réparation, dans ce cas, est le temps moyen nécessaire au technicien du prestataire après son arrivée sur le lieu pour entretenir le matériel et le logiciel défectueux. Ce délai varie en fonction de la nature de la panne et est évalué à quatre (4) heures en moyenne.

Exceptionnellement, ce temps pourra être majoré du délai d'acheminement des pièces de remplacement en provenance du local du prestataire, sans dépasser quarante-huit (48) heures à compter de la date et l'heure de la réception de l'appel, de la télécopie ou de l'envoi électronique de l'IRCAM.

Les prestations de maintenance seront effectuées les jours ouvrables, du lundi au vendredi, dans une période de 8 heures consécutives interrompue par le déjeuner, et prise entre 8h30 et 16h30.

Article 7 : MODIFICATIONS ET ADJONCTIONS

Si l'IRCAM désire faire procéder à des modifications standard ou à des adjonctions aux équipements objet du présent appel d'offres, le prestataire s'engage à opérer ces changements sous réserve qu'ils n'affectent pas le fonctionnement normal des équipements. Les frais relatifs à ces prestations ne sont pas inclus dans les prix du présent contrat. Ils feront l'objet d'une consultation sur la base des propositions du prestataire.

Article 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire répond des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque au maître d'ouvrage et aux personnels et partenaires de celui-ci.

En cas de détérioration d'un équipement téléphonique, le prestataire qui sera immédiatement informé par le maître d'ouvrage est tenu de produire, dans un délai de (24) vingt-quatre heures qui suivent, un rapport sur l'acte de détérioration.

Le prestataire est tenu de dédommager le maître d'ouvrage dans la limite de la valeur vénale de l'équipement détérioré, cette valeur sera déterminée par une commission désignée par le maître d'ouvrage et sera déduite, d'office, des sommes dues au prestataire.

Article 9 : OBLIGATIONS DE L'INSTITUT

Pendant l'exécution du contrat, l'Institut s'oblige à :

- permettre un libre accès des représentants du prestataire aux équipements, pendant les heures d'intervention correspondant à l'option ou aux options choisie(s) par l'Institut ;
- assurer la présence d'un au moins de ses employés ou préposés pendant l'exécution de chaque opération de maintenance ;
- mettre à la disposition du prestataire les moyens nécessaires lui permettant l'exécution de la maintenance.

Article 10 : VISITE DES LIEUX

Le prestataire du marché reconnaît avoir visité les lieux, avoir apprécié à son point de vue et sous sa responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations, avant d'avoir eu à élaborer son offre et avant d'exécuter le marché. Il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'IRCAM ou prétendre à une indemnité.

Article 11 : PENALITES POUR RETARD

Cas de retard

En cas de dépassement des délais convenus pour les interventions ou les travaux de réparation ne provenant pas d'un cas de force majeure signalé par écrit en temps utiles par le prestataire à l'IRCAM et admis par lui le cas échéant d'une part, le prestataire est passible d'une pénalité par jour de retard égale à 1/1000 (Un pour mille) du montant du contrat, sans toutefois que le montant ne dépasse 10% du montant global du contrat.

Cas de non-exécution :

Si après 7 (sept) jours des dates limites des délais fixés au contrat, les prestations correspondantes ne sont pas effectuées, l'IRCAM se réserve le droit de résilier le contrat sans indemnité ni préavis. Le prestataire sera tenu de payer à l'IRCAM une pénalité initiale forfaitaire égale à 10% du montant global annuel du contrat, cumulable avec la pénalité de retard objet du paragraphe ci-dessus, sachant que le prestataire restera redevable envers l'IRCAM de tous les dommages réels découlant de cette résiliation.

Article 12 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Prescriptions Spéciales;
- le bordereau des prix-détail global ;
- le Cahier des Clauses Administrative Générales – travaux (CCAG-EMO) approuvé par le Décret n° 2-99-1087 du 29 Mouharram 1421 (4 mai 2000).

Article 13 : VARIATION ET CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix doivent tenir compte de l'ensemble des équipements et prestations auxquels ils s'appliquent, non seulement tels que ceux-ci sont décrits dans le bordereau des prix du présent marché, mais aussi tels qu'ils doivent être effectivement exécutés pour aboutir à l'installation et à la mise en marche des équipements. Tout équipement ou accessoire proposé par le prestataire dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

Article 14 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le prestataire du marché est soumis aux textes suivants :

1. le Règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM ;
2. le Décret Royal n° 330-66 du 21 Avril 1967 portant règlement général de la Comptabilité Publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
3. le Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés ;
4. tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 15 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Article 16 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 33 du règlement des marchés de l'IRCAM, la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Article 17 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une période d'une année renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne dépasse 3 ans.

Le délai susvisé commencera à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis d'au moins trois mois.

Article 18 : REPRESENTATION DU PRESTATAIRE

Pendant toute la période du marché, le prestataire devra désigner un représentant muni des pouvoirs nécessaires pour assurer le suivi de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Article 19 : RECEPTION PROVISOIRE

L'exécution de ladite prestation sera matérialisée par des fiches justifiant l'intervention. Un rapport consolidé doit être présenté à l'IRCAM trimestriellement.

L'IRCAM pourra alors :

- soit prononcer la réception provisoire sans réserve ;
- soit prononcer la réception provisoire sous réserve que le prestataire procède à des corrections ou améliorations de détail ;
- soit refuser la réception provisoire pour non-conformité avec les spécifications du marché.

Les réceptions provisoires seront faites dès que toutes les vérifications auront été déclarées satisfaisantes et ce sur la base des fiches d'interventions signées, datées et portant l'avis et l'appréciation de l'IRCAM.

Article 20 : RECEPTION DEFINITIVE

Une réception définitive est prononcée à la réception de la totalité de la commande pour la durée du marché.

Article 21 : LES MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué après réception des prestations réellement exécutées et régulièrement constatées sur la présentation des factures établies trimestriellement et payables à terme échu par virement au compte courant, postal, bancaire ou TGR porté au préambule du marché et à l'acte d'engagement, et sur présentation des pièces justificatives (factures, bons d'intervention, rapport, etc...).

Si la période facturée ne correspond pas à un trimestre calendaire, la facture sera payée pour la période considérée en prorata du montant du bordereau des prix sur la base d'un PV de réception dressé à cet effet.

Article 22 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à dix mille dirhams (10 000,00 dh). Il sera restitué aux candidats non retenus.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché, il doit être fourni dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, qui sera libéré à la réception définitive.

Par dérogation à l'article n°40 du CCAG-EMO, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie pour ce marché.

Article 23 : ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, l'attributaire doit présenter une police d'assurance couvrant les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

Article 24 : LITIGES

Tout litige entre le maître d'ouvrage et le prestataire est soumis aux tribunaux compétents conformément aux dispositions des articles 53 et 55 du CCAG-EMO.

Article 25 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'élection du domicile, il faut se conformer aux dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO.

Article 26 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le prestataire, sauf consentement préalable donné par écrit de l'IRCAM, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'IRCAM ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'IRCAM et tous ses exemplaires seront retournés à l'IRCAM, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

Article 27 : DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 28 : CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application prévue au CCAG-EMO.

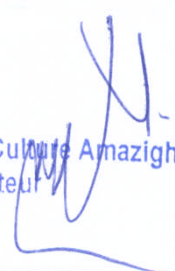
Article 29 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est à préciser que :

- a) La liquidation des sommes dues par l'IRCAM en exécution du marché, sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.

- b) L'autorité chargée de fournir au prestataire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus au dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif aux nantissements des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
- c) Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent Comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du prestataire du Marché.

Le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, au prestataire, sur sa demande écrite et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés publics.

<u>Le concurrent</u> <i>(Lu et accepté)</i>	<u>Le Recteur de l'IRCAM</u> <i>Le 19/06/2023</i>
	 <p data-bbox="810 936 1244 1003">Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur</p> <p data-bbox="916 1070 1145 1102">Ahmed BOUKOUSS</p>

Article 30 : BORDEREAU DES PRIX GLOBAL

N° des Prix	Désignation	Unité de mesure	Qté	Prix Unitaire En DH HT (par trimestre)		Total HT / trimestre
				En chiffres	En lettres	
1	Maintenance et réparation du réseau passif du câblage cuivre et fibre optique du site IRCAM	Forfait / trimestre	1			
Total HT (trimestre)						
TVA						
Total TTC (trimestre)						
Total (année)						

Arrêté le présent bordereau des prix global à la somme de

.....
.....(en chiffres et en lettres, Dh, TTC).

Fait à Le

Signature et cachet du concurrent